



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
13 janvier 2011
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement
Groupe de travail du cadre stratégique et du budget-programme
Cinquante-huitième session
Genève, 28 février-1^{er} mars 2011
Point 3 de l'ordre du jour provisoire
**Examen de la mise en œuvre de la stratégie de communication
et de la politique de publication de la CNUCED**

**Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie
de communication et de la politique
de publication de la CNUCED***

* Le présent document a été soumis à la date indiquée ci-dessus en raison de retards survenus dans la procédure.

Introduction

1. En septembre 2009, le Conseil du commerce et du développement a adopté la stratégie de communication (TD/B/56/9/Rev.1) et la politique de publication (TD/B/56/10/Rev.1) de la CNUCED. La première a pour objectif: a) de contribuer au mandat de la CNUCED; b) de renforcer la visibilité de ses activités; c) d'assurer une diffusion efficace; et d) d'intégrer de bonnes pratiques de communication. La seconde vise à: a) proposer un cadre pour la planification et la gestion des publications afin de répondre aux besoins des pays en développement et aux demandes des organes intergouvernementaux; b) assurer leur pertinence, leur cohérence, leur caractère novateur et leur qualité; et c) garantir leur diffusion optimale aux principaux publics visés ainsi qu'une information en retour de la part de ceux-ci. Le secrétariat est tenu de présenter au Conseil un rapport annuel sur la mise en œuvre de ces deux documents par le biais du Groupe de travail. Le présent rapport passe en revue les principales initiatives prises dans ce but.

I. Communications et diffusion

A. Principaux faits nouveaux, 2009-2010

2. Depuis la douzième session de la Conférence, qui a eu lieu à Accra, le secrétariat s'attache davantage à améliorer les communications et leur diffusion, afin de renforcer la visibilité et la crédibilité de la CNUCED, et à accroître l'impact de ses activités de recherche et d'analyse, de formation de consensus et de coopération technique. Il cherche à mieux faire entendre la voix de la CNUCED et à accentuer son influence lors des débats internationaux axés sur le développement, le commerce et la gouvernance mondiale. La stratégie de communication et la politique de publication ont servi de cadre aux nouvelles initiatives prises dans ces deux domaines depuis décembre 2009, sous la responsabilité du Vice-Secrétaire général. Certaines de ces initiatives seront mises en œuvre dès 2011, alors que d'autres, qui visent intrinsèquement le long terme, ne seront menées à terme que durant l'exercice biennal suivant (2012-2013). Parmi les récentes initiatives figurent les mesures ci-après:

a) Les thèmes de recherche ont été soigneusement définis pour répondre aux besoins des États membres, à partir des informations les plus récentes en matière économique, financière et environnementale;

b) Des procédures d'examen ont été mises en place pour assurer la plus grande qualité possible des produits de la CNUCED et la cohérence globale des orientations générales de l'organisation;

c) De nouveaux produits de communication sont progressivement mis en place pour accélérer la diffusion de l'information, mieux la cibler et en faciliter la lecture, notamment des outils électroniques spécifiques – permettant de prendre connaissance de l'information en un coup d'œil et précisant les hyperliens grâce auxquels on peut télécharger des documents complets – ainsi que des dossiers et trousseaux électroniques spécialement conçus pour des publics particuliers et facilitant l'accès à l'information pertinente;

d) Les activités et réunions d'information ouvertes au public ont été transmises plus fréquemment par vidéoconférence. La CNUCED a aussi organisé des vidéoconférences de presse;

e) Le site Web de la CNUCED subit actuellement une refonte majeure pour devenir un outil de communication stratégique donnant accès à des informations et à des

données récentes et faciles à exploiter. Une fois cet exercice terminé, le site devrait considérablement accroître la capacité de communication de la CNUCED.

3. Pendant la période considérée, les communications de la CNUCED ont essentiellement été axées sur la participation du Secrétaire général ou du Vice-Secrétaire général à des conférences de presse, exposés et réunions avec des dirigeants politiques, des responsables du secteur privé et des acteurs de la société civile. En 2010, sans compter les vidéoconférences et les messages enregistrés, le Secrétaire général a prononcé 117 discours dans 22 pays différents. Il a donné de nombreuses entrevues à la presse écrite, aux chaînes de radio et de télévision ainsi qu'aux médias électroniques.

4. Le Conseil éditorial de la communication, mis en place en 2010 par le Vice-Secrétaire général, a commencé à remplir les fonctions qui ont présidé à sa création, à savoir contribuer à définir les priorités de l'organisation en matière de communication et faciliter le partage de l'information et la coordination des activités de diffusion. Réunissant hebdomadairement des représentants de toutes les divisions et des principales unités, il a notamment permis de mieux planifier les campagnes de presse précédant le lancement des principaux rapports de la CNUCED.

5. La décision d'espacer la publication des rapports de la CNUCED s'est avérée judicieuse; elle explique en partie l'augmentation de 17 % du nombre d'articles de presse recensés par rapport à 2009 et a permis aux délégués de mieux se préparer aux débats de fond. En 2010, des rapports ont ainsi été publiés environ une fois par mois de mai à décembre. Le calendrier de publication montre que les organismes du système des Nations Unies ont collaboré plus étroitement entre eux pour éviter que les principales publications ne soient lancées en même temps. La CNUCED a également coordonné ses activités avec celles d'autres institutions des Nations Unies grâce au calendrier commun en ligne que gère le Département de l'information.

6. Dans cette perspective et comme le prévoit la stratégie de communication, la CNUCED a lancé une initiative d'envergure à long terme pour accroître la reconnaissance, la cohérence et la crédibilité de l'organisation en instaurant une stratégie d'image appropriée, en élaborant une déclaration de principe/devise et en établissant des messages globaux fondamentaux qui serviront à bâtir une image de marque et qui seront intégrés dans toutes les communications. Cette initiative devrait permettre à la CNUCED de se distinguer des autres sur une scène toujours plus concurrentielle. Elle contribuera ainsi à mettre en évidence la valeur ajoutée et les principaux atouts de la CNUCED (tels que sa capacité à traiter tous les aspects du développement de manière intégrée), à renforcer sa réputation, à peaufiner son image et à rassembler son personnel autour d'une vision et de valeurs communes.

7. Une nouvelle identité graphique sera appliquée à l'ensemble du processus, de la conception du nouveau site Web aux dossiers de presse, aux en-têtes de lettre et à tous les autres documents, affiches, bannières, etc. Elle apparaîtra sur chaque sous-site Web et chaque publication. La devise de l'organisation et des messages rassembleurs transmettront à ses divers publics une conception commune de la mission élargie confiée à la CNUCED et définie dans son mandat. Ceci démontrera la cohérence d'une institution qui s'exprime d'une seule voix et qui défend les mêmes objectifs en les abordant sous de multiples angles.

8. Outre ce qui précède, des initiatives spécifiques ont été prises au plus haut niveau afin de souligner l'importance de la communication et le rôle que chaque fonctionnaire peut jouer à cet égard pour favoriser une culture de communication au sein du secrétariat. Une attention particulière est en conséquence accordée à l'amélioration des compétences en communication. Pendant la période considérée, la CNUCED a par exemple organisé un cours sur la rédaction de pages Web, donné par une institution de premier plan établie à Londres, auquel ont assisté les coordonnateurs compétents de toutes les divisions.

B. Produits d'information visés

9. Les ouvrages que la CNUCED a publiés en 2010 incluait des publications en série, dont les rapports phares, ainsi que de nouveaux produits de communication spécialement conçus pour satisfaire aux exigences de la stratégie de communication. Afin de mieux desservir les publics cibles et de leur fournir des dossiers d'information pertinents et d'actualité, la CNUCED a conçu plusieurs nouveaux produits d'information qui sont faciles à utiliser, particulièrement adaptés à des publics spécifiques et publiés sous forme électronique pour être diffusés rapidement. Des versions papier sont imprimées pour être distribuées lorsque les communications électroniques ne sont pas disponibles ou fiables ou encore pour être remises ou présentées lors d'activités, de séminaires, de conférences et de réunions, en fonction des besoins. Ces produits d'information incluent les suivants:

a) **Alertes électroniques:** Ces documents électroniques, qui peuvent être consultés d'un simple coup d'œil, visent à informer rapidement les principales parties prenantes des publications, activités, conclusions, recommandations et autres nouvelles dignes d'intérêt. Ils sont adaptés aux besoins de divers publics (journalistes, secteur privé, universitaires, organisations de la société civile, parlementaires, etc.);

b) **Notes de synthèse:** Ces documents directifs sont conçus pour informer les gouvernements, les organisations de la société civile, les organes de réflexion et les universités des travaux de recherche réalisés, des analyses effectuées et des orientations proposées par la CNUCED. Huit notes de synthèse ont été publiées en 2010;

c) **Notes destinées aux gouvernements:** Ces documents d'une seule page sont conçus à l'intention des décideurs publics. Chaque note résume les conclusions des principaux travaux de recherche en mettant l'accent sur les recommandations pour aider les fonctionnaires à faire des choix éclairés;

d) **UNCTAD This Week:** Cette publication fournit aux délégués des informations et des hyperliens concernant les activités de la CNUCED, y compris les réunions, les activités, les publications récentes et les bulletins d'information;

e) Le **Global Investment Trends Monitor** évalue régulièrement les tendances et perspectives de l'investissement étranger direct (IED) dans le monde;

f) Le **Investment Policy Monitor** donne des renseignements par pays d'origine et pays hôte sur les mesures prises aux niveaux national et international;

g) Le **IIA Newsflash** est un outil d'information ponctuel destiné aux négociateurs d'accords internationaux d'investissement (AII) provenant de pays en développement et développés;

h) **Alertes média:** Ces très courts textes sur les publications phares, les activités et les réunions incluent des liens vers les dossiers de presse et documents de fond pertinents.

10. La CNUCED a également amélioré et utilisé à meilleur escient d'autres produits d'information déjà existants tels que:

a) **Communiqués de presse et notes d'information:** En 2010, la CNUCED a émis 52 communiqués de presse, envoyés électroniquement à plus de 2 000 journalistes choisis dans le monde, et diffusé 48 notes d'information;

b) **Bulletins d'information:** Chaque bulletin vise un public cible particulier. Ces documents sont distribués sous formes électronique et papier. Le Transport Newsletter compte par exemple plus de 4 000 abonnés (expéditeurs, entreprises de transport, autorités portuaires, exploitants de terminaux, instituts de formation, groupes de recherche, universitaires, autorités douanières et représentants des pouvoirs publics). Le Creative

Industries Newsletter est pour sa part envoyé à 2 000 destinataires, y compris des artistes, des associations artistiques (musique et cinéma), des représentants des pouvoirs publics, des universitaires et des organisations internationales.

C. Site Web de la CNUCED

11. La stratégie de communication et la politique de publication soulignent les gains qu'une meilleure utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC) peut procurer sur les plans de la diffusion de l'information et de la réduction des coûts. Tout repose alors sur le site Web de la CNUCED, élément central de la stratégie de communication.

12. La CNUCED procède donc actuellement à une refonte majeure de son site Web qui touche également les sous-sites Web spécialisés créés au fil des ans pour répondre aux besoins des divers programmes et unités de la CNUCED. Le processus implique une profonde révision de la structure et de la configuration du site, qui sera effectuée sur la base d'une analyse approfondie des besoins des utilisateurs et des objectifs de l'institution en matière de diffusion. Cet exercice nécessitera en conséquence une révision technique majeure et l'ajout de certaines technologies de pointe. Il faudra également revoir la présentation de la CNUCED pour ce qui est de l'image de marque, de la clarté de son rôle, de la déclaration de principe, de la devise, des messages globaux fondamentaux et de l'identité graphique, comme l'exige clairement la stratégie de communication.

13. La refonte a débuté en juin 2010 et fait appel à des compétences internes et externes. Les travaux sont effectués sur la base des nombreuses consultations internes et externes menées auprès de la gamme complète des utilisateurs potentiels. L'architecture du site est en cours de modification. La page d'accueil sera plus facile à utiliser et permettra plus aisément à chaque catégorie de visiteurs d'accéder directement aux informations pertinentes. Le nouveau site comportera de nouvelles fonctionnalités, notamment un puissant moteur de recherche, et des points d'entrée spécifiques qui accéléreront la recherche documentaire. Il permettra une interaction bidirectionnelle entre la CNUCED et les publics cibles. Un service d'archivage commun est actuellement mis en place pour permettre d'effectuer des recherches dans tous les documents de la CNUCED. Le site Web s'articulera autour d'un système interne de gestion de l'information qui intégrera les processus d'exécution des tâches et de validation, permettant ainsi de simplifier et d'automatiser plusieurs tâches. Il est également prévu d'harmoniser les outils de planification et de gestion (bases de données sur les contacts, réunions, systèmes de prévision et de programmation des documents, liste des fonctionnaires de la CNUCED...) si cela est jugé approprié. Grâce au site Web, il sera aussi plus facile d'élaborer et d'archiver des produits multimédias.

14. Un prototype du nouveau site a été testé en septembre 2010; depuis cette date, des rapports d'étape mensuels sont publiés et les examens et consultations internes se poursuivent. La première version opérationnelle du nouveau site de la CNUCED et de ses principaux systèmes de soutien devrait être rendue publique d'ici à juin 2011.

15. Dans l'intervalle, certaines améliorations ont été apportées au site Web sous réserve des contraintes imposées par la technologie existante:

- a) Le portail sur la coopération technique (créé en 2009) donne des renseignements sur chaque projet, par thème et par pays;
- b) Trois autres sujets d'actualité sont maintenant affichés chaque semaine sur la page d'accueil pour souligner le travail accompli par l'organisation et son impact;

c) Le site permet également de visionner de courts vidéoclips. Le premier concernait la réunion préalable à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et la Conférence sur l'Ensemble de principes et de règles des Nations Unies sur la concurrence;

d) Un nouvel outil en ligne, le site Web de la base de données UNCTADStat, permet d'avoir accès aux statistiques sur de nombreux domaines d'activité de l'organisation, y compris l'IED, l'aide publique au développement et les différents fardeaux de la dette nationale. Cet outil a été lancé à l'occasion de la Journée mondiale de la statistique, en octobre 2010;

e) Des renseignements, des ressources et des hyperliens ont été ajoutés dans la section remaniée du Groupe de l'assistance au peuple palestinien;

f) Une bibliothèque en ligne permettant une recherche en texte intégral a été ajoutée au sous-site de l'Institut virtuel. Les utilisateurs enregistrés reçoivent une alerte électronique lorsqu'une nouvelle publication est affichée dans une catégorie qui les intéresse.

D. Principaux publics ciblés

1. Décideurs (y compris les délégués et les parlementaires)

16. Les décideurs sont définis dans la stratégie comme étant le principal groupe cible de la CNUCED. Outre les responsables publics de haut niveau, toute une série de fonctionnaires, y compris des représentants permanents d'États membres accrédités auprès de la CNUCED, et les parlementaires participent à l'élaboration des politiques et des règles. Une grande partie des activités de recherche et d'analyse de la CNUCED, notamment les rapports phares, a spécifiquement pour but de soutenir les processus décisionnels et les réformes institutionnelles des gouvernements, d'où l'importance croissante que le secrétariat attache à l'élaboration et à la diffusion de résumés adaptés des produits d'information, tel que déjà indiqué.

17. Au-delà de la diffusion appropriée des documents de fond, la stratégie de communication recommande de cibler directement les décideurs au moyen de réunions avec des fonctionnaires de haut niveau de la CNUCED et de plates-formes interactives organisées à l'occasion de réunions de haut niveau de celle-ci, en soulignant la pertinence de leurs contributions aux activités de l'organisation, et de toute une gamme d'activités destinées à mobiliser les parlementaires – y compris des séances d'information –, d'activités tenues conjointement avec l'Union interparlementaire et d'outils électroniques appropriés. Plusieurs mesures ont été prises pour amorcer la mise en œuvre de ces recommandations.

18. Un soin particulier a été apporté à la présentation des rapports phares aux délégations, les intermédiaires les plus immédiats entre le secrétariat et les gouvernements nationaux. Par exemple, le *Rapport sur le commerce et le développement, 2010*, a été présenté aux délégations à l'occasion d'une séance d'information tenue en octobre au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York. Le bureau de New York a alors organisé à l'intention des délégués des séances de présentation et d'information sur la mondialisation, le commerce international, l'IED, la dette, ainsi que la science et les technologies. Ces activités incluaient une réunion préalable à la quatrième Conférence sur les pays les moins avancés qui s'est déroulée par vidéoconférence avec Genève. Les délégués présents à New York ont été invités à assister à la partie du débat de haut niveau qui s'est déroulée par vidéoconférence. À la demande de la Deuxième Commission, les experts de la CNUCED ont été priés de prendre la parole et de répondre aux questions des délégations se trouvant à New York sur le thème «Système financier international et

développement». À cette occasion, Genève a été connectée à la salle du Conseil économique et social par vidéoconférence. Le rapport intitulé «Poids de la dette extérieure et développement» a été présenté à l'Assemblée générale en octobre.

19. Suite aux demandes présentées par des fonctionnaires de divers gouvernements et régions, la CNUCED a également entrepris de s'associer avec d'autres parties prenantes pour traiter certaines questions de fond. Elle a par exemple collaboré avec le Gouvernement de l'Équateur dans le domaine de la coopération monétaire régionale et engagé, avec des fonctionnaires du Gouvernement français, des consultations visant à définir les priorités économiques de la présidence française du G-20 en 2011.

20. En outre, la CNUCED organise des cours d'initiation à l'intention des nouveaux délégués pour qu'ils se fassent une idée plus précise de la structure de l'organisation, de sa position à l'intérieur du système des Nations Unies et de ses activités. En collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), la CNUCED a ainsi organisé un atelier sur la diplomatie de conférence. Il s'agissait du premier d'une série de trois ateliers visant à mieux faire connaître les divers processus intergouvernementaux aux délégués.

21. La coopération entre la CNUCED et l'Union interparlementaire (UIP) a été considérablement renforcée en 2010. Des fonctionnaires de la CNUCED ont participé à diverses réunions de parlementaires à titre d'experts et de personnes ressources. Le Secrétaire général de la CNUCED a prononcé un discours liminaire au nom du Secrétaire général des Nations Unies pour marquer l'ouverture de la cent vingt-deuxième Assemblée de l'UIP, qui a eu lieu à Bangkok en mars. La CNUCED a aussi assisté à des sessions de la troisième Conférence mondiale des présidents de parlement, que l'UIP a organisée en juillet, ainsi qu'à la cent vingt-troisième Assemblée de l'UIP, qui s'est déroulée à Genève en octobre. Elle a de plus engagé des consultations avec plusieurs associations parlementaires pour envisager et encourager une contribution accrue des parlementaires à la treizième session de la Conférence et à sa préparation.

Encadré 1. Activités de coopération technique/diffusion de l'information en 2010: l'exemple du Groupe sur le commerce et les capacités productives

Depuis 2007, le Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives du Conseil des chefs de secrétariat, sous la coordination de la CNUCED, a intensifié sa présence et le dialogue avec les parties prenantes nationales, faisant mieux connaître le rôle et les compétences de la CNUCED dans un nombre croissant de pays grâce à une collaboration interinstitutions. Le Groupe est aujourd'hui présent dans plus de 20 pays.

2. Médias

22. Des efforts considérables ont été déployés pour instaurer des relations professionnelles avec les médias internationaux et leur fournir du matériel de grande qualité. Le personnel de la CNUCED communique régulièrement avec les journalistes internationaux établis à Genève – où pas moins de 200 représentants des médias internationaux sont affectés à des questions intéressant les Nations Unies – et dans les principaux centres de presse comme Londres, Paris, Bangkok, Dakar, Johannesburg et Addis-Abeba. La CNUCED fournit régulièrement aux journalistes accrédités à Genève des informations récentes sur les activités prévues à l'occasion de points de presse bihebdomadaires organisés par le Département de l'information. Elle tire également profit de la présence à Genève de journalistes qui visitent les organismes ou institutions des Nations Unies établis à Genève pour les informer des activités de la CNUCED.

23. La CNUCED a pris certaines mesures pour adapter ses produits d'information aux besoins spécifiques et aux intérêts des journalistes. Une distinction claire et nette a ainsi été faite entre les communiqués de presse et les notes d'information. La CNUCED choisit maintenant avec plus d'attention les sujets de ses communiqués de presse, limitant ceux-ci aux questions considérées comme étant directement de nature à intéresser le public; cette politique a permis de faire passer leur nombre de 61 en 2009 à 52 en 2010. Cette approche fondée sur les besoins des clients a en conséquence fait augmenter le nombre d'articles de presse, celui-ci passant d'un peu plus de 6 000 en 2009 à plus de 7 000 en 2010¹.

24. En 2010, une information plus concise a régulièrement été envoyée aux journalistes sous forme d'«alertes média». Cette pratique a été établie dans la foulée de consultations avec les représentants des médias accrédités auprès du Palais des Nations et les journalistes affiliés aux principaux organes de presse du monde. Elle tient compte des changements qui sont survenus dans les médias depuis que la révolution de l'information a fait apparaître de nouvelles technologies modifiant profondément les méthodes de travail journalistiques. La multiplication des sources d'information en ligne a considérablement changé le cycle de production. Les journalistes sont maintenant sans cesse bombardés d'informations qui deviennent rapidement obsolètes. Il faut également prendre en compte la transformation des habitudes des lecteurs: ceux-ci ont maintenant un emploi du temps plus chargé et consomment l'information plus rapidement, sans oublier que leurs lectures sont de plus en plus façonnées par la culture Web. La concurrence que se livrent les différents médias ne cesse de croître. L'espace accordé aux journalistes souhaitant analyser une information en profondeur s'amenuise peu à peu, et ceux-ci mettent davantage l'accent sur l'information de dernière minute. La CNUCED n'a d'autres choix que de s'adapter si elle veut que ses messages soient bien transmis aux médias et, par leur entremise, à ses publics cibles.

Encadré 2. Optimiser la diffusion de l'information en combinant plusieurs outils de communication stratégiques: l'exemple du lancement du *Rapport 2010 sur les pays les moins avancés*

Le *Rapport 2010 sur les pays les moins avancés: Vers une nouvelle architecture internationale du développement pour les PMA* a fait l'objet du plus important lancement jamais organisé depuis l'existence de ces rapports, car il contient certaines contributions en vue de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Il a été présenté dans 19 pays, dont 9 pays les moins avancés (PMA) – à savoir l'Angola, le Bangladesh, l'Éthiopie, le Mozambique, le Népal, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe et le Sénégal. Le rapport de 2009 avait pour sa part été présenté dans 10 pays, dont 5 PMA. Une attention particulière a été accordée aux centres de presse, comptant dans leurs rangs de nombreux journalistes provenant de pays africains ou de PMA (Londres, Paris, Dakar et Johannesburg).

Pour accroître le retentissement politique du rapport, la CNUCED a invité d'éminentes personnalités à prendre part aux activités entourant son lancement. Ainsi, en Angola, le Ministre du commerce a présidé la cérémonie, à laquelle ont également assisté le Ministre de la géologie, des mines et de l'industrie ainsi que deux vice-ministres. Au Népal, la cérémonie a été dirigée par le Vice-Président de la Commission nationale de planification.

¹ Les moteurs de recherche disponibles ne signalent qu'un nombre limité de références directes à la CNUCED dans les médias internationaux. Ils ne prennent peut-être en compte qu'aussi peu que 20 % de ce qui est publié par la CNUCED, ne retenant pas, en particulier, les documents produits dans des langues moins usitées. Les centres d'information des Nations Unies et les bureaux nationaux du Programme des Nations Unies pour le développement ont été très utiles en fournissant des renseignements sur les articles publiés par la presse de leurs pays et régions.

Dans les autres pays, le rapport a été lancé par des fonctionnaires de haut niveau des Nations Unies. Le Directeur intérimaire du commerce et de l'industrie de l'Union africaine a assisté au lancement à Addis-Abeba, et plusieurs hauts fonctionnaires de la Commission européenne ont fait de même à Bruxelles.

Le personnel de la CNUCED a fait le tour des médias établis à Paris, notamment les maisons de publication et les chaînes de télévision et de radio tournées vers l'Afrique, comme TV5 Monde, Libération, TéléSud, Africa Numéro 1 ainsi que les magazines *Afrique* et *Jeune Afrique*.

Suite à ce lancement très médiatisé, le nombre d'articles de presse recensés a plus que doublé par rapport à celui de 2009. Les conférences de presse organisées à Dakar et à Johannesburg ont été couvertes par les chaînes régionales de radio et de télévision.

25. La CNUCED a également mis à l'épreuve la recommandation appelant à faciliter la participation d'un plus grand nombre de journalistes et d'organisations communautaires en tenant des vidéoconférences. Elle a fait une première tentative en lançant simultanément le *World Investment Report 2010* en Chine par vidéoconférence à partir de Genève. D'autres tentatives de diffusion simultanée des travaux de la CNUCED et de présentation en ligne sont prévues.

26. Parallèlement, dans le cadre de la coopération à l'échelle du système des Nations Unies, la CNUCED a, en 2010, aidé le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU à lancer, à Genève, les rapports intitulés *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2010* et *La situation économique et sociale dans le monde 2010*. La CNUCED a aussi coordonné le lancement à Genève du rapport annuel de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), intitulé *Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique*, et du *Rapport économique sur l'Afrique 2010*, publié par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

3. Société civile

27. La stratégie de communication souligne la nécessité d'accroître la participation de la société civile aux activités de la CNUCED, notamment en faisant participer davantage ses représentants aux réunions, séminaires et commissions d'experts et en se servant de la panoplie des moyens électroniques modernes pour échanger des informations avec eux. Elle attache une importance particulière à la mobilisation de la société civile du Sud et préconise la création de partenariats pour favoriser le dialogue avec elle concernant les messages clés de la CNUCED.

28. En 2010, la CNUCED a pris un certain nombre de mesures pour améliorer ses interactions avec la société civile; elle a élaboré des produits de communication spécifiques, notamment ceux qui suivent:

a) Les alertes à l'intention des organisations de la société civile sont de courts textes destinés à attirer leur attention sur les informations, conclusions et publications les plus récentes de la CNUCED et à leur signaler les activités intéressant la société civile;

b) Des courriels spéciaux sont envoyés à certaines organisations de la société civile pour leur communiquer rapidement des informations spécifiques chaque fois que le besoin existe ou que l'occasion se présente. La base de données regroupant les contacts de ces organisations a été élargie, 473 nouvelles entrées ayant été faites, pour un total de 1 256 contacts – une augmentation de 35 % par rapport à 2009;

c) Un site Web réservé, accessible à partir du site principal de la CNUCED, pourra être consulté une fois la refonte terminée. Une étude a été effectuée auprès des

organisations de la société civile pour obtenir leurs réactions sur l'utilisation des nouveaux outils médiatiques, des médias sociaux et des moyens novateurs de diffuser l'information, et pour recueillir leurs suggestions sur les questions de fond les intéressant.

29. La CNUCED échange aussi directement avec la société civile en organisant des réunions d'information et des consultations et en facilitant sa contribution aux réunions du Conseil du commerce et du développement ainsi qu'aux commissions et réunions d'experts de la CNUCED.

30. Le Colloque public organisé par la CNUCED en 2010 a été l'occasion idéale de procéder, de manière ouverte et dynamique, à des échanges de vues entre les fonctionnaires de la CNUCED et une large représentation de parties prenantes, dont des membres de la société civile, des parlementaires, des universitaires ainsi que des représentants des États membres, des médias, du secteur privé, des institutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales. La CNUCED a discuté de ses idées sur les nouveaux modes de développement qui pourraient permettre de contrer les effets des diverses crises mondiales (économique, alimentaire, énergétique, climatique) avec plus de 300 représentants du monde entier (dont 13 représentants d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Europe dont la participation a été prise en charge). Une publication faisant état des résultats du Colloque a été envoyée par la poste aux participants et à certains contacts. Plus de 4 700 connexions ont été enregistrées et 15 958 pages ont été visitées sur le site Web consacré à cet événement. Celui-ci donne accès à des fichiers sonores, à des exposés, à une galerie de photos et à des notes d'information de fond. La CNUCED a recensé 27 sites Web externes (d'organismes des Nations Unies et d'organisations de la société civile) qui ont fait référence au Colloque. En outre, 96 % des participants se sont déclarés satisfaits de l'activité dans son ensemble.

31. En septembre 2010, une réunion d'information et une séance de questions-réponses sur le *Rapport sur le commerce et le développement, 2010* ont eu lieu à Genève avec des représentants de la société civile. Des organisations de la société civile ont également participé à la réunion préalable à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, notamment en tant qu'experts lors de discussions sur le renforcement des capacités productives des PMA.

32. Bien que la CNUCED cherche à améliorer la diffusion de l'information dans la limite des ressources disponibles, la mise en œuvre de certaines des recommandations figurant dans la stratégie de communication est subordonnée à une augmentation de ces ressources. Des ressources supplémentaires sont en effet nécessaires pour accroître le nombre d'indemnités de voyage accordées aux organisations de la société civile du Sud (seulement 13 participants ont bénéficié d'une aide financière pour assister au Colloque public, dont 7 ayant directement reçu des fonds de la CNUCED). De nouvelles ressources doivent également être accordées pour mettre en œuvre les recommandations du Conseil du commerce et du développement qui concernent la communication multilingue.

4. Secteur privé

33. La plupart des travaux de la CNUCED ont des incidences sur le secteur privé, public cible de plusieurs publications qui contiennent des informations pouvant l'aider à prendre des décisions. Par exemple, les guides de l'investissement établis par la CNUCED et la Chambre de commerce internationale fournissent au secteur privé des informations récentes sur les nouvelles opportunités d'investissement dans les pays participants.

34. La mondialisation ayant intensifié la concurrence pour l'IED, la qualité de la promotion et de la facilitation de l'investissement est devenue un élément essentiel pour attirer les investisseurs étrangers. La collection *Investment Advisory Series* lancée récemment par la CNUCED aborde cette question sous l'angle de la facilitation et de la

promotion de l'investissement. Des alertes électroniques faisant état de nouvelles publications sont régulièrement envoyées par l'entremise des réseaux de la Division de l'investissement et des entreprises. Une nouvelle collection intitulée *Country Profile* fournira bientôt régulièrement des données complètes sur l'IED et les sociétés transnationales.

35. La CNUCED a également engagé un dialogue direct avec le secteur privé, dont voici quelques exemples:

a) Une réunion-débat dans le cadre de la foire In-Cosmetics sur l'importance des ingrédients naturels issus de la biodiversité pour le secteur des produits cosmétiques, le public cible étant les producteurs d'ingrédients destinés aux entreprises, aux producteurs et aux détaillants de produits cosmétiques (avril);

b) Une séance durant le colloque Global Business of Biodiversity sur le lien entre le biocommerce et les secteurs des produits cosmétiques et de la mode, le public cible étant les représentants d'entreprises internationales, les organisations non gouvernementales (ONG) et les pouvoirs publics (juillet);

c) Participation à une foire alimentaire organisée au Pérou sur les mesures non tarifaires applicables à l'échelle mondiale, le public cible étant les producteurs et exportateurs de produits alimentaires de la région andine (septembre);

d) Le programme de la CNUCED sur l'économie créative, dans la foulée du sixième Sommet international Internet et multimédia, organisé à Shenyang (Chine) par la Fédération internationale des associations de multimédia. Les thèmes du sommet étaient: Un monde numérique intelligent, Des contenus créatifs, L'industrie des médias numériques et Un futur orienté vers le développement durable (octobre).

5. Universités et instituts de recherche

36. La CNUCED a renforcé ses liens avec de prestigieux centres de recherche et instituts universitaires qui apprécient ses produits d'information à leur juste valeur. En 2010, les économistes de la CNUCED ont donné 110 cours et exposés sur des sujets variés à l'occasion de conférences et d'ateliers organisés par des universités et des instituts de recherche. En outre, des étudiants diplômés ont rendu visite à la CNUCED dans le cadre de voyages d'étude, et des activités ont été organisées par l'ONU, des ONG et des organismes internationaux. Le lancement de plusieurs publications majeures a aussi permis une collaboration avec des institutions universitaires renommées. Ainsi, un cours (intitulé «Employment, Labour Markets and Development» et portant sur le *Rapport sur le commerce et le développement, 2010*) a été donné à la London School of Economics en septembre.

37. Les études effectuées par la CNUCED sont judicieusement communiquées à certains contacts universitaires et scientifiques, essentiellement par voie électronique. Des exemplaires des principales publications sont envoyés par la poste à des centaines de bibliothèques universitaires de pays en développement. De plus, la CNUCED a posé les premiers jalons de l'Institut virtuel, qui soutient les universités des pays en développement et des pays en transition en leur offrant des services de renforcement des capacités dans les domaines du commerce et du développement et en facilitant la coopération entre les universités du Nord et du Sud qui font partie de son réseau. La croissance rapide de ce réseau démontre bien sa pertinence: regroupant cinq membres fondateurs en 2004, l'Institut virtuel compte maintenant 32 universités membres statutaires, 23 membres affiliés et plus de 3 600 utilisateurs individuels enregistrés.

38. Parmi les nouvelles initiatives, on retrouve le G-15 des facultés de droit – un projet favorisant un réseautage ouvert entre universités spécialisées dans le droit international de

l'investissement qui a vu le jour durant le Forum mondial de l'investissement 2010 – ainsi que le projet de réseau universitaire sur l'économie créative, qui vise à connecter universités et instituts de recherche/universitaires œuvrant dans le domaine des industries créatives ainsi qu'à mettre en place une plate-forme virtuelle permettant aux universitaires d'échanger leurs vues sur l'économie créative. Vingt-cinq institutions ont déjà adhéré à ce projet.

6. Public élargi

39. Une meilleure couverture médiatique permet au grand public de mieux en mieux connaître les analyses et recommandations de la CNUCED. Pas moins de 7 000 articles de presse liés à l'organisation ont été recensés pendant la période considérée, et ce chiffre ne représente qu'une partie de ce qui a été publié. Il faut en effet y ajouter tous les reportages diffusés par les chaînes de radio et de télévision. Bien que certaines informations soient présentées sous une forme vulgarisée dans les médias grand public (y compris à la une de certains journaux prestigieux et sur la page d'accueil de fournisseurs d'accès Internet, de YouTube, etc.), une part appréciable des informations qui concernent la CNUCED paraissent dans des publications spécialisées dont les principaux lecteurs sont des acteurs et des observateurs de la scène économique ou politique.

40. Fait tout aussi important, la CNUCED a pris plusieurs initiatives pour communiquer directement à un plus large public toute une gamme d'informations, en vue de positionner l'institution, de renforcer son statut et sa crédibilité, de conforter son image en tant que chef de file dans son domaine et d'obtenir une certaine reconnaissance publique afin de motiver encore davantage les parties directement concernées.

41. Une brochure destinée au grand public, intitulée *Quarante-cinq ans au service du développement*, a été publiée dans la foulée de l'exposition organisée à Genève en septembre 2009 pour marquer le quarante-cinquième anniversaire de la CNUCED. Elle souligne les principales réalisations de l'institution depuis sa création en 1964 et indique comment ses analyses, débats intergouvernementaux et programmes d'assistance technique ont marqué et transformé la vie des populations. Cette brochure, traduite dans les six langues officielles des Nations Unies, est distribuée au public à l'occasion de réunions, d'expositions ou d'autres activités.

42. D'autres exemples de l'impact de la CNUCED sur la vie quotidienne sont donnés dans une nouvelle publication, intitulée *Questions en bref*, qui décrit les activités de coopération technique de l'institution.

43. La CNUCED a également produit du matériel audiovisuel destiné au grand public. Sa vidéo *BioTrade* – diffusé dans le cadre de *CNN World Report*, de *L'ONU en action* et d'autres émissions présentées dans le monde entier – mettait l'accent sur l'Initiative BioTrade et l'importance de la biodiversité.

44. Au siège même, la CNUCED présente un aperçu de ses activités aux groupes d'universitaires, de diplomates et de fonctionnaires qui lui rendent visite. Elle participe également au Programme annuel de hautes études, géré par le Département de l'information, ainsi qu'aux cours de politique commerciale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), donnés quatre fois par année. En 2010, quelque 81 groupes, totalisant 2 500 participants, ont visité la CNUCED – par comparaison avec 60 groupes représentant 2 000 participants en 2009.

45. En collaboration avec les centres d'information régionaux des Nations Unies, les bureaux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres organisations internationales, la CNUCED a, en 2010, tenu plusieurs expositions et stands d'information dans le cadre d'activités organisées à l'extérieur de Genève, notamment la cent vingt-deuxième Assemblée de l'Union interparlementaire (Bangkok), la trente-

troisième session de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Brasília), la China Overseas Investment Fair (Beijing), la troisième Conférence mondiale des présidents de parlement de l'UIP et le Colloque public de la CNUCED (Genève).

46. De mai à octobre 2010, durant l'Exposition de Shanghai, la CNUCED a présenté certains de ses travaux à des centaines de milliers de visiteurs. Dans le cadre de l'exposition permanente présentée au pavillon de l'ONU, l'organisation a raconté comment une entrepreneure africaine avait connu le succès après avoir assisté à un de ses cours Empretec. À cette occasion, elle a aussi organisé deux expositions temporaires; la première, qui a eu lieu en juin, s'intitulait *From Poverty to Prosperity* et présentait les principales fonctions de l'institution, alors que la seconde, organisée en août et intitulée *Biodiversity for the Economy, Society, and Beauty*, soulignait les incidences de la biodiversité sur le bien-être des populations. La CNUCED a aussi mis sur pied un séminaire (*Fostering China-Africa Cooperation for Equitable Development*) et organisé un forum (*Science, Technology, Innovation and Urban Future*) conjointement avec le Ministère chinois de la science et des technologies et l'administration municipale de Wuxi. Elle a de plus participé à la *Global South-South Creative Week*, dans le but de montrer à quel point l'économie créative pouvait contribuer à améliorer les conditions de vie dans un environnement urbain.

47. À Genève, la CNUCED a coordonné ses activités avec celles de l'Office fédéral suisse de la statistique afin de marquer la Journée mondiale de la statistique, notamment pour la tenue d'une conférence intitulée «Mesurer la mondialisation: la contribution genevoise», qui visait à stimuler le dialogue entre les utilisateurs de statistiques, tels que les décideurs, les universitaires et les groupes de la société civile.

Encadré 3. Rejoindre plusieurs publics cibles clefs: l'exemple du Forum mondial de l'investissement

Le deuxième Forum mondial de l'investissement, organisé par la CNUCED, a eu lieu en Chine en septembre 2010. Il a permis de souligner l'importance de l'investissement privé pour atténuer les effets du réchauffement de la planète, favoriser une reprise économique soutenue, surmonter les crises alimentaire, énergétique et économique et contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Forum a aussi permis d'examiner les possibilités de lier mesures publiques et investissement privé, de rétablir un équilibre entre les droits et les obligations des investisseurs et des États, et de promouvoir les groupements d'entreprises de façon à favoriser une économie durable à faible émission de carbone et de nouvelles possibilités d'investissement découlant de la création d'un marché vert. Le Forum a accueilli plus de 1 800 participants, dont neuf chefs d'État, quatre directeurs d'organisations internationales et 79 fonctionnaires de rang ministériel, ainsi que des dirigeants d'entreprises, des hauts représentants des secteurs public et privé, y compris des dirigeants d'organismes de promotion de l'investissement, des universitaires et 250 représentants des médias. Grâce aux chaînes de télévision et à Internet, le Forum mondial de l'investissement 2010 a pu rejoindre en direct des millions de personnes.

II. Publications

48. La CNUCED a commencé à rationaliser son programme de publication afin de répondre de manière plus ciblée aux besoins des États membres et d'accroître la qualité de ses produits. À sa cinquante-septième session, en novembre 2010, le Groupe de travail a approuvé le programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013 et, ce faisant, le

nombre prévu de publications pour cet exercice. Le tableau ci-après illustre les tendances de cinq exercices biennaux à cet égard.

Nombre de publications de la CNUCED

<i>Publications</i>	<i>2004-2005</i>	<i>2006-2007</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011 (prévisions)</i>	<i>2012-2013 (propositions)</i>
En série	98	89	100	84	73
Isolées	147	144	125	120	111
Total	245	233	225	204	184

A. Planification et gestion des publications

49. Conformément à la politique de publication adoptée par le Conseil du commerce et du développement, la CNUCED a effectué des analyses à la pointe de l'actualité en mettant l'accent sur les principaux problèmes auxquels sont confrontés les pays en développement et en présentant des solutions pratiques et des orientations. Ainsi que le prévoit la section V de la politique de publication, le Groupe de travail a, à sa cinquante-cinquième session, en février 2010, examiné le projet de liste des publications prévues en 2010. À sa cinquante-septième session, en novembre 2010, il a examiné la liste des publications prévues pour l'exercice biennal 2012-2013. La publication des principaux rapports a été échelonnée pour mieux promouvoir chaque étude individuellement. De plus, chaque publication a fait l'objet de multiples contrôles de qualité. Tous les documents et publications produits ont été soumis à une approbation de principe pour assurer leur conformité avec la politique et en garantir la qualité. En outre, le secrétariat recourt souvent à l'examen collégial. Le *Rapport sur le commerce et le développement, 2010* a par exemple été examiné par plusieurs experts provenant d'universités du monde entier. Compte tenu de l'importance qu'il accordait à la question de l'emploi, il a également bénéficié de la rétroaction de l'Organisation internationale du Travail. Dans le cas du *World Investment Report 2010*, chaque chapitre et section a fait l'objet de discussions avec des experts compétents, provenant surtout de pays en développement, recrutés – entre autres – à partir des ressources du réseau mondial de la CNUCED, qui compte plus de 7 000 décideurs, universitaires, consultants, ONG, dirigeants d'entreprises et autres. Dans le cadre du programme d'examen des politiques de l'investissement, les pays bénéficiaires sont soumis à un processus d'examen qui inclut un atelier national à l'intention des parties prenantes et un examen collégial intergouvernemental. La Division du commerce international des biens et services, et des produits de base de la CNUCED ainsi que des experts extérieurs ont formulé des commentaires au sujet du *Rapport 2010 sur les pays les moins avancés*. Le rapport intitulé *Le développement économique en Afrique*, établi en 2010, a aussi été examiné par des experts de l'Africa Progress Panel, de la Banque africaine de développement, de la Fondation Kofi Annan, de l'Institute of Development Studies (Royaume-Uni) et de Development Finance International.

50. Il est essentiel que les publications soient traduites pour assurer une diffusion appropriée des conclusions et des recommandations qui y figurent. Il demeure toutefois difficile d'obtenir la traduction d'un document en temps voulu en raison des ressources limitées dont disposent les services de traduction de l'Organisation des Nations Unies. Les versions traduites de plusieurs rapports phares ont en conséquence été publiées avec un retard considérable.

51. La CNUCED a activement cherché à copublier certains produits afin d'élargir leur diffusion et de toucher de nouveaux publics. Ainsi, les guides de l'investissement sont

publiés conjointement avec la Chambre de commerce internationale. En outre, la CNUCED a collaboré avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et les commissions régionales pour la publication intitulée *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2011*. S'agissant de la logistique commerciale, une publication majeure est en cours de réalisation, en collaboration avec la maison d'édition britannique Earthscan. En ce qui a trait aux questions liées au commerce, la CNUCED a participé au *Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement 2010*, une publication conjointe des Nations Unies dirigée par le Département des affaires économiques et sociales. Les *Profils tarifaires dans le monde 2010* constituent un autre exemple d'une publication conjointe entre l'OMC, le Centre du commerce international CNUCED/OMC et la CNUCED.

B. Pertinence, cohérence, caractère novateur et qualité des publications

52. La politique de publication de toute institution de savoirs joue un rôle important dans l'accomplissement de sa mission². Les activités de recherche et d'analyse que la CNUCED a effectuées en 2010 ont toutes été axées sur les besoins des États membres au lendemain des crises économique et financière qui ont frappé les pays avancés avant de se propager à d'autres pays. Alors que, en 2009, la CNUCED s'était essentiellement attachée aux causes de ces crises, elle a plutôt cherché en 2010 à définir des mesures, des stratégies et des initiatives macroéconomiques novatrices qui viendraient appuyer les nouvelles dynamiques de l'investissement et du commerce ainsi que les réformes institutionnelles destinées à soutenir la reprise, à renforcer la capacité d'adaptation aux chocs, à surmonter les crises alimentaires, à faire face aux changements climatiques et autres défis environnementaux et à réaliser les objectifs du Millénaire, tout en tenant particulièrement compte des besoins des PMA.

53. Le *Rapport sur le commerce et le développement, 2010* portait essentiellement sur l'emploi, la mondialisation et le développement. Il examinait les tendances récentes de l'économie mondiale ainsi que les incidences potentielles sur les pays en développement des politiques macroéconomiques et des ajustements en cours dans les grandes économies. Il se penchait notamment sur le rôle et la conception de politiques anticycliques qui permettraient de surmonter la crise économique mondiale. Il faisait également le bilan de la création d'emplois, mais aussi du chômage et du sous-emploi, dans un grand nombre de pays développés et de pays en développement au cours des dernières décennies. Le Rapport accordait une attention particulière à la nécessité de renforcer la demande intérieure et de réduire la dépendance excessive à l'égard des exportations pour assurer la création d'emplois. Il formulait des recommandations pour une réorientation des politiques macroéconomiques et un renforcement institutionnel à l'appui d'un cercle vertueux d'investissements productifs, de croissance de la productivité, de hausse des salaires et de création d'emplois. Les éléments d'une croissance «verte» durable qui revêtent une importance stratégique pour les pays à faible revenu et les PMA ont quant à eux été mis en évidence dans le *Trade and Environment Review 2009/2010*.

54. La CNUCED utilise ses compétences analytiques et son expertise pour améliorer la capacité des pays en développement à attirer l'investissement et à exploiter leur potentiel de développement. Le *World Investment Report 2009* visait essentiellement à formuler des recommandations pour surmonter la crise alimentaire et stimuler l'agriculture dans les pays en développement. Le *World Investment Report 2010* portait quant à lui sur les façons d'investir dans une économie à faible intensité de carbone pour lutter contre les

² Voir les liens entre la politique de publication et la stratégie de communication au paragraphe 30 de la politique de publication.

changements climatiques. Ces questions ont aussi été abordées sous un angle spécifique dans le rapport intitulé *Développement économique en Afrique 2010* et le *Rapport 2010 sur la technologie et l'innovation*. Ces trois rapports comportaient des recommandations visant à atténuer les changements climatiques et satisfaire les besoins énergétiques des pays en développement. Les participants au Colloque public de la CNUCED, qui s'est déroulé en mai à Genève avec des représentants de tous les continents, ont discuté des moyens d'améliorer la sécurité alimentaire, de promouvoir des investissements responsables dans l'agriculture et de concilier justice climatique et réforme économique mondiale. Ils se sont aussi penchés sur les réformes du commerce et du système financier à l'appui du développement, les mécanismes de financement innovants, les questions commerciales et le rôle possible des PMA dans la gouvernance économique mondiale.

55. Les nouveaux produits de communication de la CNUCED, tels que les bulletins *Global Investment Trends Monitor* et *Investment Policy Monitor*, présentent des informations récentes sur les perspectives, les tendances et les politiques en matière d'investissement. De plus, deux nouveaux numéros de la série des *Études de la CNUCED sur les politiques d'investissement international au service du développement* ont été publiés en 2010. Ils portaient sur le rôle des AII pour attirer l'IED ainsi que sur les différends entre investisseurs et États, et étaient complétés par une note thématique intitulée «*Latest developments in investor-State dispute settlement*». Des examens de la politique d'investissement, axés sur les mesures concrètes visant à attirer des niveaux plus élevés d'IED, ont été publiés en 2010 pour les pays suivants (dont deux PMA): Bélarus, Burundi, El Salvador, Guatemala et Sierra Leone. Des guides de l'investissement ont aussi été établis pour le Bénin, la République démocratique populaire lao et la Zambie. En 2010, la CNUCED a aussi finalisé cinq volumes de la série des meilleures pratiques en matière d'investissement. En outre, compte tenu de la concurrence croissante que certains pays se livrent au lendemain de la crise économique pour attirer l'IED, la CNUCED a lancé une nouvelle collection, intitulée *Investment Advisory Series*, un outil destiné aux professionnels de la promotion de l'investissement.

56. Tout au long de l'année, la CNUCED s'est efforcée de répondre aux besoins des PMA. Le *World Investment Report 2010* incluait par exemple une section analysant spécifiquement l'investissement dans les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, section que l'on retrouvera dorénavant couramment dans cette publication phare. Dans le *Rapport 2010 sur les pays les moins avancés*, publié fin novembre, la CNUCED présentait une analyse novatrice du soutien international accordé aux PMA et examinait la période d'expansion et de récession que ceux-ci avaient traversée ces dernières années. Ses recommandations concernaient en particulier l'architecture requise pour entièrement intégrer les PMA à l'économie mondiale et les sortir de la liste des PMA. De plus, en préparation de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui aura lieu en Turquie en mai 2011, la CNUCED finalise actuellement une analyse approfondie des tendances et politiques en matière d'investissement dans les PMA en tirant des enseignements des dix dernières années et en fournissant des conseils sur la voie à suivre. Cette analyse sera lancée officiellement durant la Conférence.

57. Le *Rapport 2010 sur la technologie et l'innovation* de la CNUCED, essentiellement axé sur l'Afrique et l'agriculture, présentait des recommandations en vue de tirer profit de la science et des technologies et de renforcer les capacités d'innovation des pays en développement. Il portait sur les aspects des progrès technologiques liés aux procédures commerciales et aux processus d'investissement qui ont le plus de chances de faire rapidement augmenter la productivité agricole et de vaincre l'insécurité alimentaire en Afrique. En outre, des examens des politiques de la science, des technologies et de l'innovation ont été effectués pour le Lesotho et la Mauritanie. La contribution potentielle des TIC à la lutte contre la pauvreté a quant à elle été analysée dans le *Rapport 2010 sur*

l'économie de l'information, qui présente des exemples précis de la façon dont les téléphones mobiles peuvent contribuer au commerce et au développement.

58. S'agissant du commerce des services au niveau régional, la CNUCED a élaboré une approche de la libéralisation des services dans les pays membres de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe dans une étude intitulée *Towards SADC Services Liberalization: Balancing Multiple Imperatives*. Au niveau national, plusieurs examens des politiques nationales-sectorielles ont porté sur la contribution des services au développement, dont l'*Examen des politiques nationales de l'Ouganda dans le domaine des services* (assurance, services juridiques et comptables, construction et ingénierie), l'*Examen des politiques nationales du Népal dans le domaine des services* (tourisme, technologies de l'information et services informatiques) et l'*Examen des politiques nationales du Kirghizistan dans le domaine des services* (énergie et tourisme).

59. La CNUCED a présenté d'autres analyses et conseils en matière commerciale dans l'étude qu'elle a menée sur les nouvelles réalités économiques d'après 2008 dans l'analyse intitulée *International Trade After the Economic Crisis: Challenges and New Opportunities*. L'impact des mesures non tarifaires sur les perspectives d'accès aux marchés pour les pays en développement a été abordé dans l'étude intitulée *Non-Tariff Measures: Evidence from Selected Developing Countries and Future Research Agenda*. La CNUCED a aussi publié une analyse des incidences que peuvent avoir sur le développement les accords de partenariat économique dans le secteur agricole conclus entre l'Union européenne et 36 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (*Economic Partnership Agreements: Comparative Analysis of the Agricultural Provisions*). Elle a également effectué plusieurs examens des politiques commerciales et liées au commerce, notamment ceux intitulés *Politique et droit de la concurrence de l'Arménie: Examen collégial volontaire* et *Rwanda's Development-Driven Trade Policy Framework* (qui présente un schéma directeur sur l'élaboration d'une première politique commerciale).

60. Le rôle potentiel de la créativité, du savoir, de la culture et des technologies en tant que moteurs de la création d'emplois, de l'innovation et de l'inclusion sociale, ainsi que les mesures qui peuvent être prises ultérieurement par les gouvernements ont été abordés dans le *Creative Economy Report 2010*, publié en collaboration avec le PNUD. L'évolution mondiale des services de transport, des ports et du transport multinational a été examinée dans l'*Étude sur les transports maritimes 2010* (document de référence pour les ministères des transports, les compagnies maritimes, les entreprises de transport et les universitaires).

C. Diffusion optimale des publications

1. Disponibilité accrue des publications électroniques

61. Un effort collectif a été fait pour structurer la diffusion des publications de façon à répondre aux besoins de chaque type de public. Les TIC ont été mises à profit pour réduire les frais et les retards tout en optimisant la diffusion. La CNUCED a également pris en considération la demande pour des copies papier, en particulier lorsque l'accès à Internet est limité. Tous les rapports peuvent être téléchargés gratuitement à partir de son site Web. Ils sont envoyés par voie électronique de façon anticipée à des destinataires soigneusement choisis. Disposant d'un mot de passe protégé, les médias ont ainsi accès aux publications sous embargo avant la date de leur lancement afin d'avoir le temps de préparer un reportage adéquat. Les informations affichées sur la page d'accueil du site Web de la CNUCED contribuent à accroître la visibilité des travaux de l'organisation. Le nombre d'articles publiés sur le site Web est passé de 72 en 2009 à 130 en 2010.

62. Certains exemples illustrent bien l'évolution technologique actuelle. La nouvelle bibliothèque en ligne de l'Institut virtuel, qui permet une recherche en texte intégral,

dynamise la diffusion en ligne. Les publications sur des questions liées au commerce sont régulièrement diffusées par voie électronique via des réseaux comme le Social Science Research Network.

63. Des copies papier et des CD-ROM de diverses publications de la CNUCED sont distribués lors d'occasions appropriées (conférences, séminaires, réunions, expositions, etc.). Les publications de la CNUCED font aussi partie des textes de lecture et des documents de référence qui sont abordés dans le cadre des cours au titre du paragraphe 166 du Plan d'action de Bangkok. La CNUCED offre un nombre croissant de ses publications sous forme de CD-ROM/DVD.

64. La politique de publication recommande de recourir davantage aux réseaux de la CNUCED et aux représentations dans les pays. Dans le domaine de l'investissement et des entreprises, la CNUCED a mis sur pied un réseau interactif en ligne, le World Investment Network, qui compte maintenant plus de 7 000 contacts individuels et regroupe neuf réseaux professionnels d'experts, à savoir l'IIA network, l'Investment Statistics Network, l'Investment Academic Network, le TNC/Business Association Network, l'IPAs Network, l'ISAR Network, l'Empretec Network, le Policymaker Network (IPR) et le Corporate Governance-ESG Network.

65. Dans cette perspective, plusieurs nouveaux partenariats ont été mis en place au cours de l'année alors que d'autres ont été renforcés, dont un partenariat avec la Commission de l'Union africaine. Ce projet a notamment pour objectif d'instaurer un dialogue régulier avec les parties prenantes établies en Afrique afin d'examiner les conclusions des recherches et les activités dont il est question dans les rapports sur les pays les moins avancés et sur le développement économique en Afrique, à l'occasion de séminaires de formation et d'ateliers conjoints destinés aux parties prenantes locales et régionales en Afrique.

66. À sa cinquante-cinquième session, le Groupe de travail avait demandé la tenue de réunions d'information systématiques sur les rapports phares et sur d'autres publications. Depuis la douzième session de la Conférence, quatre rapports phares ont ainsi été examinés durant des sessions du Conseil du commerce et du développement. Dans la mesure du possible, les consultations du Président ont inclus des réunions d'information sur des publications spécifiques. Cela a notamment été le cas du *Rapport sur le commerce et le développement, 2010*. Ces réunions continueront d'avoir lieu et pourraient même devenir plus nombreuses en 2011.

67. La CNUCED a intensifié ses efforts en 2010 pour inciter les médias locaux à faire davantage connaître ses rapports et ses programmes. Elle a développé du matériel local illustrant son efficacité sur le terrain et s'est efforcée de donner des exemples locaux concernant des questions abordées dans ses rapports, par exemple la façon dont les téléphones mobiles sont utilisés par les entrepreneurs pauvres du Bangladesh, du Ghana, de l'Inde, du Kenya et de l'Ouganda (*Rapport 2010 sur l'économie de l'information*).

2. Lancements des principales publications dans les médias

68. Une stratégie de diffusion spécifique est mise au point pour chaque rapport ou activité, en tenant compte des publics cibles prioritaires et des effets multiplicateurs provoqués par le choix du site de lancement d'études internationales ou de publications spécifiques. Des conférences de presse sont organisées simultanément sur différents continents ou sont soumises à un embargo pour promouvoir la publication d'un rapport particulier, permettant ainsi un contact direct avec les médias locaux, notamment dans le cadre d'émissions de radio et de télévision ou d'exposés présentés dans diverses universités ou autres institutions. En conséquence, la CNUCED rencontre directement la presse plusieurs fois par année dans les principaux centres de presse. Ainsi, quatre rapports phares ont été présentés à Bangkok, cinq à Paris, cinq à Johannesburg, trois à Dakar, quatre à

Addis-Abeba et cinq à Londres. Au total, 132 conférences de presse ont été organisées dans le monde entier au cours de l'année.

69. Le *Rapport 2010 sur le développement économique en Afrique* a pour sa part été lancé dans quatre pays africains (Afrique du Sud, Éthiopie, Ghana et Sénégal) ainsi que dans les centres de presse de Paris et de Londres où sont établies plusieurs maisons d'édition publiant des magazines axés sur l'Afrique. Jusqu'à 59 conférences de presse ont été organisées pour un seul rapport phare (voir l'encadré 4). Des entrevues sont également accordées sur des chaînes de radio et de télévision. La CNUCED s'est efforcée en 2010 de remédier au «problème de concentration des dates de parution» de ses publications en planifiant mieux le calendrier de publication de ses études clefs. Elle a aussi consulté les organismes apparentés par l'entremise du Groupe de la communication des Nations Unies, afin de minimiser les chevauchements d'initiatives extérieures.

Encadré 4. Diffusion des publications en 2010 – quelques exemples

Rapport sur le commerce et le développement, 2010: Emploi, mondialisation et développement

12 conférences de presse: Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Chili, Égypte, France, Inde, Liban, Royaume-Uni, Suisse, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du).

469 articles de presse recensés jusqu'à maintenant.

World Investment Report 2010: Investing in a Low-Carbon Economy

59 conférences de presse: Afrique du Sud, Allemagne (2), Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Chine (RAS de Hong Kong), Colombie, Costa Rica, Croatie, Égypte, Équateur, Espagne, États-Unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Italie, Jamaïque, Koweït, Liban, Malaisie, Maroc, Maurice, Mexique, Nigéria, Ouganda, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du), Zambie, Zimbabwe.

1 415 articles de presse recensés jusqu'à maintenant.

Rapport 2010 sur les pays les moins avancés: Vers une nouvelle architecture internationale de développement pour les PMA

16 conférences de presse: Afrique du Sud, Bangladesh, Belgique, Canada, États-Unis, Éthiopie, France, Kenya, Mozambique, Népal, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni, Sénégal, Suisse, Thaïlande.

2 présentations: Angola et Malaisie.

279 articles de presse recensés jusqu'à maintenant.

Rapport 2010 sur l'économie de l'information: TIC, entreprises et réduction de la pauvreté

17 conférences de presse: Afrique du Sud, Angola, Bangladesh, Brésil, Cameroun, Colombie, Éthiopie, France, Kenya, Liban, Pays-Bas, Pérou, Royaume-Uni, Sri Lanka, Suisse, Thaïlande, Tunisie.

236 articles de presse recensés jusqu'à maintenant.

Rapport 2010 sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien

3 conférences de presse: Égypte, Suisse, territoire palestinien occupé.

63 articles de presse recensés jusqu'à maintenant.

70. L'expansion de la coopération et des synergies avec des institutions nationales s'est révélée particulièrement précieuse. Cinq rapports de la CNUCED ont ainsi été lancés en Afrique du Sud, en collaboration avec l'Industrial Development Corporation (une institution nationale de financement du développement appartenant à l'État) et le Centre d'information des Nations Unies (CINU) à Pretoria. Le *Rapport sur le commerce et le développement, 2010* a été présenté à Caracas, en collaboration avec le Système économique latino-américain et des Caraïbes (SELA). Le *World Investment Report 2010* a quant à lui été lancé au Bangladesh (Conseil de l'investissement), à Zagreb (Agence croate de promotion du commerce et de l'investissement), à Prague (siège de CzechInvest), à Téhéran (Bureau de l'investissement étranger de la République islamique d'Iran), à Rome (Institut italien du commerce extérieur), à Séoul (Ministère de l'économie du savoir de la République de Corée), à Riyad (Conseil des chambres de commerce et d'industrie d'Arabie saoudite), à Caracas (Conseil vénézuélien pour la promotion de l'investissement) et à Lusaka (Agence zambienne de développement).

71. Au nombre des universités ayant participé aux lancements de rapports figuraient la London School of Economics (*Rapport sur le commerce et le développement, 2010*), l'Université de Manchester (*Rapport 2010 sur l'économie de l'information*), l'Overseas Development Institute du Royaume-Uni (*Rapport 2010 sur les pays les moins avancés*), l'Institut d'études diplomatiques du Caire (*World Investment Report 2010*), l'Université de Yaoundé (*Rapport 2010 sur l'économie de l'information*) et l'Université EAFIT de Medellín (*Rapport 2010 sur l'économie de l'information*). Le *Rapport 2010 sur l'économie de l'information* a été présenté dans le cadre de sessions spécifiques de deux conférences universitaires – «Mobile for Development», à Kampala, et ICTD 2010, à Londres. Le lancement au Ghana du *Rapport 2010 sur le développement économique en Afrique* est un bon exemple de collaboration avec les ONG de ce pays, avec l'aide du Third World Network. Des efforts ont régulièrement été faits pour organiser des lancements dans les principaux centres de presse des pays en développement, permettant ainsi de renforcer les synergies avec les collègues des commissions régionales des Nations Unies (telles que la CESAP, à Bangkok, et la CEA, à Addis-Abeba), des CINU et des bureaux nationaux du PNUD. Cinquante-cinq des 132 conférences de presse de la CNUCED ont été organisées en collaboration avec les CINU, les bureaux du PNUD ou les commissions régionales des Nations Unies.